



12 juillet 2017

## Le gouvernement va droit dans le mur socialement et industriellement

Après la publication d'un plan climat qui s'articule autour de 19 axes, dont l'arrêt des dernières centrales électriques au charbon d'ici 2022 ou leur évolution vers des solutions moins carbonées, le Ministre Nicolas HULOT annonce dans les médias la fermeture potentielle de 17 réacteurs nucléaires d'ici 2025. Ces propositions sont adossées aux scénarios de négaWatt 2017-2050 qui préconisent une division par 2 des consommations énergétiques dans les foyers et les activités de services et industrielles.

Les annonces du ministre sur RTL sont utopiques et irresponsables en regard des besoins de la population et de la Nation pour les années à venir. L'arrêt de 17 réacteurs nucléaires, remplacés par des énergies intermittentes, est impossible dans les technologies actuelles. D'autant plus qu'il est annoncé le remplacement des voitures thermiques par des voitures électriques d'ici 2040. Ou encore l'arrêt complet de toute activité dans les hydrocarbures qui au-delà de leurs consommations énergétiques (gaz et pétrole) sont la source des produits plastiques ou encore médicamenteux.

Pour donner une idée, il faudrait l'équivalent de 105 TWh pour alimenter les voitures électriques soit environ 20% de notre capacité de production d'énergie annuelle !

Ces déclarations vont entraîner des peurs et des craintes auprès des salariés sur l'avenir de leurs emplois quelle que soit la filière (nucléaire, thermique charbon, thermique gaz, etc.).

- Fermer 17 réacteurs nucléaires c'est la fin du grand carénage qui engageait 55 milliards d'euros d'investissements et des centaines de milliers d'emplois.
- C'est aussi potentiellement la fin de la filière charbon avec là aussi des milliers d'emplois supprimés.

C'est le risque de voir le chômage en hausse dans les bassins d'emplois des collectivités où sont situées les centrales nucléaires et thermiques. Pour exemple, la filière nucléaire est la 3<sup>e</sup> filière industrielle de France avec 220 000 salariés et des milliers d'emplois indirects.

La FNME CGT regrette que le Ministre n'ait pas encore pris le temps de rencontrer les représentants des salariés, avant même de faire des annonces qui les concernent en premier chef.

Cela permettrait d'échanger sur la réalité de la filière industrielle, l'avenir du service public de l'électricité et la maîtrise publique d'un secteur si stratégique. A l'opposé de la fameuse loi endossée par M. HULOT qui prône la privatisation du secteur de l'hydroélectricité.

### CONTACT PRESSE

Hervé BEQUET 06 09 68 54 94  
hbequet@fnme-cgt.fr

FNME CGT

263 rue de Paris 93000 Montreuil  
Tél. : 01 55 82 78 00

► [fnme-cgt.fr](http://fnme-cgt.fr)



Pour la FNME, il est nécessaire d'avoir une véritable Politique Énergétique basée sur la réalité de la réponse aux besoins des usagers et d'une filière industrielle d'excellence.

Interlocuteurs dossier :

Julien LAMBERT : 06 79 78 60 08

Philippe PAGE-LE-MEROUR : 06 47 76 16 81

**CONTACT PRESSE**

Hervé BEQUET 06 09 68 54 94  
hbequet@fnme-cgt.fr

**FNME CGT**

263 rue de Paris 93000 Montreuil  
Tél. : 01 55 82 78 00

▶ **fnme-cgt.fr**

